

Claudine Liéber

Bibliothèque publique d'information

LA BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE D'INFORMATION

QUINZE ANS DE SUCCÈS POUR UNE OFFRE EXCEPTIONNELLE

LA PHILOSOPHIE et les choix qui sont à l'origine de la Bibliothèque publique d'information n'ont pas varié : ouverture à tous les publics, libre accès des collections et absence de magasins, présentation multimédia, sur 11 000 m² et trois niveaux du Centre Georges Pompidou, d'une collection constamment mise à jour.

L'offre est stable dans son ensemble : 300 000 titres d'ouvrages, 2 400 abonnements de périodiques, 2 470 films documentaires, 10 000 disques, 140 000 images, plus de 16 000 dossiers de presse, 674 méthodes pour apprendre 116 langues dans un double laboratoire de 56 places. Une politique rigoureuse de « désherbage » des collections a été mise en place depuis 1983 afin de les maintenir dans un volume constant et de garantir l'actualité du fonds. L'année 1989 a vu le premier récolement complet de la BPI, une date dans la vie de l'établissement.

Le public est resté identique, nombreux, pressant, fidèle, et pourtant renouvelé. La BPI a fêté 50 millions d'entrées début 1989. Le total annuel flirte avec les 4 millions de visiteurs, soit 13 000 personnes par jour. La pression des étudiants s'est faite un peu plus forte (57 % du public), mais se conjugue avec une demande accrue des actifs en formation permanente.

Si la BPI est restée ferme sur les principes qui préservent les possibilités d'accès libre et égalitaire à la culture, elle est devenue plus exigeante aussi : le nombre d'entrées simultanées a été abaissé pour le confort et la sécurité du lecteur (il n'est plus que de 1 800 au lieu de 2 400 à l'ouverture) et le respect du règlement intérieur a été réaffirmé.

La BPI, placée sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication (Direction du livre et de la lecture), en reçoit sa subvention de fonctionnement (22,3 millions de francs en 1992 dont plus d'un tiers est consacré aux collections) et d'équipement (4 millions de francs). Son personnel est constitué de 245 agents (dont 46 conservateurs de bibliothèque et 74 bibliothécaires

adjoints), soit une masse salariale de plus de 36 millions de francs, à quoi il faut ajouter (sur le budget de fonctionnement) 3,3 millions de francs de vacations pour aider le personnel permanent pour le reclassement des documents et l'accueil du public.

Quoi de neuf à la BPI ?

Plus vite, plus loin, plus complet : la BPI utilise largement les facilités de la technologie pour améliorer l'accès à ses collections. Le plus souvent, elle teste les nouveaux supports d'information au profit des autres bibliothèques. Ce sont maintenant des centaines d'écrans qui s'épanouissent dans les espaces de lecture. Les plus consultés sont, sans conteste, ceux du catalogue informatisé, disponible sous

Années	Public	
	Fréquentation annuelle	Fréquentation quotidienne
1982	4 113 398	14 103
1983	4 147 770	13 895
1984	4 357 127	14 127
1985	4 335 031	14 616
1986	3 998 752	13 300
1987	4 296 697	13 771
1988	4 109 155	13 336
1989	3 328 059	12 326
1990	3 938 463	12 583
1991	3 713 644	11 941

**Subventions
(en milliers de francs)**

Années	Fonctionnement	Equipement
1982	14 483	6 400
1983	15 672	5 000
1984	17 877	1 750
1985	18 492	3 000
1986	18 282	3 500
1987	18 102	4 500
1988	18 882	2 300
1989	19 882	3 700
1990	20 026	5 300
1991	20 461	4 000

deux formes : le système GEAC et le CD-ROM Lise, premier catalogue de bibliothèque édité sur ce support. Les 140 000 images de la collection, consultables sur 36 postes répartis par sujet, ont été regroupées sur 3 vidéodisques entre 1985 et 1987. Le laboratoire de langues, pionnier en la matière, propose aujourd'hui, en plus, des cabines audio informatiques et les télévisions étrangères « sans frontière ». Le service de base de données, ouvert en 1982, peut maintenant à volonté télécharger les données à domicile ou envoyer le résultat des recherches par télécopie. Signe des changements d'habitude : 4 bornes minitel sont en libre service dans les étages.

La collection s'est enrichie : 200 vidéodisques complètent les documents de musique ; les CD-ROM,

apparus en 1986 dans les espaces de lecture, s'ajoutent ou se substituent aux ouvrages de référence. Nouveau service : une logithèque fonctionne depuis 1987 avec 250 didacticiels librement consultables sur 16 postes. Expérimenter sert aussi à permettre un accès délocalisé. Avec son catalogue sur minitel et une messagerie grand public, la BPI répond quotidiennement à des usagers de toute la France.

D'autres évolutions sont venues enfin d'un désir profond d'accueillir différemment les publics. La BPI connaît bien ses usagers grâce aux études répétées dans le temps de son service d'Études et recherches (dernière en date : *Constances et variances*, 1990). Le pari du nouveau service Public Espaces est donc d'améliorer le confort et l'autonomie

du lecteur, notamment par la signalétique et des bibliographies imprimées sur des questions de fond ou d'actualité. Public info, le service des dossiers de presse sur l'actualité culturelle et sociale, a ouvert une salle de consultation et un bureau d'information. Enfin, la salle d'actualité s'est vu doublée d'une petite sœur : la salle d'actualité jeunesse, l'ancienne bibliothèque pour enfants.

Un bilan optimiste ? Pas complètement. Le maintien du niveau de collections malgré l'usure, le déclassement, la saleté pèse lourdement, de même que la gestion quotidienne d'un public de l'importance d'une véritable ville.

Et demain ?

Des projets ? Oui, bien sûr, numérisation et transmission à distance de la banque d'images, puis des dossiers de presse, renforcement du matériel destiné à aider les mal-voyants, implantation de bornes d'orientation et d'information grand public, réalisation d'une version hypertexte du catalogue sur CD-ROM, édition de nouveaux dossiers techniques sont autant de projets à des degrés d'avancement différents. Ils viennent s'insérer tout naturellement dans la même ligne politique de la BPI : servir de laboratoire aux bibliothèques publiques, faire profiter la collectivité nationale des collections, affirmer une image positive du service public.

Mai 1992